

Art. 23. Met inachtneming van de vereiste gezondheidsmaatregelen zal het erkende opleidingscentrum voor het opleidingsjaar 2019-2020 en met betrekking tot de cursussen voor een opleiding tot ondernemingshoofd tussen 17 augustus en 30 september 2020 aanvullende face-to-face cursussen organiseren over de door het instituut vastgestelde essentiële vaardigheden, om de cursisten in staat te stellen hun leertijd in de volgende jaren voort te zetten of zich voor te bereiden op hun C-examen.

Voor het laatste leerjaar worden de beheerscursussen op afstand gehandhaafd, behalve voor cursisten met moeilijkheden, voor wie de cursussen face-to-face worden gegeven in het erkende opleidingscentrum.

De cursussen beroepskennis en geïntegreerde kennis zullen gedeeltelijk face-to-face en op afstand worden gegeven.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen*

Art. 24. In afwijking van artikel 13, § 2, van het stageovereenkomst-besluit kan, wanneer het opleidingsjaar 2019-2020 afloopt na 30 september 2020, de overgang naar de hogere schaal pas worden gemaakt na de beslissing van de raad van vormingswerkers.

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 25. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt met uitzondering van de artikelen 5, 10, 13 en 19 die uitwerking hebben op 14 maart 2020 tot 31 december 2020.

Art. 26. De Minister bevoegd voor alternerende opleiding en zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juni 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/202924]

19 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon portant des dispositions diverses relatives aux formateurs et au subventionnement des activités de formation des centres de formation du réseau IFAPME

Rapport au Gouvernement et commentaires des articles

La crise sanitaire liée au coronavirus a fortement impacté les activités de formation de l'IFAPME.

Dès le 14 mars, les Centres de formation ont été fermés avec l'impossibilité de poursuivre l'organisation des cours en présentiel dans les différentes filières de formation : formations en alternance (apprentissage), formations de chef d'entreprise et formations de coordination et d'encadrement.

Afin d'assurer la continuité de l'apprentissage des apprenants durant la période de confinement, le Ministre a demandé en urgence à l'IFAPME d'organiser la formation à distance et d'assurer un suivi des apprenants.

Le Réseau de l'IFAPME a déployé très rapidement un dispositif de préparation et de mise en œuvre de formation à distance et de suivi à distance.

Ce dispositif s'est mis en place en deux phases, une première phase pilote du 14 mars au 5 avril visant l'ensemble des cours. A partir du 6 avril, tenant compte d'une première évaluation, le dispositif a été ajusté pour mieux répondre aux exigences pédagogiques liées à une situation d'apprentissage.

Considérant que les activités de formation sont organisées et subventionnées uniquement sur base d'un apprentissage en présentiel, il y a lieu d'ajuster la législation durant la crise sanitaire.

Le Comité de gestion de l'IFAPME a rendu un avis favorable le 10 avril sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon portant sur des dispositions diverses relatives aux formateurs et au subventionnement des activités de formation des Centres de formation du Réseau IFAPME.

Le projet d'arrêté du Gouvernement wallon permet de déroger à l'arrêté du 23 octobre 2008 fixant les interventions financières de l'IFAPME.

L'article 1^{er} reprend diverses définitions pour en faciliter la lecture.

Art. 1^{er}.

Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « centres de formation agréés » : les centres de formation visés par l'article 2, 10°, du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

2° « arrêté financier » : l'arrêté du 23 octobre 2008 fixant les interventions financières de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

3° « Institut » : Institut créé par le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises.

L'article 2 concerne le paiement de tous les formateurs durant la première phase du 14 mars au 5 avril.

Art. 2.

Par dérogation à l'article 11 de l'arrêté financier et pour la période allant du 14 mars 2020 au 5 avril 2020, les heures de cours non-prestées en présentiel par les formateurs pour cause de fermeture des centres de formation agréés donnent lieu aux subventions.

Les articles 3 et 4 concernent le paiement des formateurs à partir du 6 avril. Ils concernent les formateurs permanents, les formateurs vacataires qui participent au dispositif de préparation et de mise en œuvre de formation et de suivi à distance ainsi que les formateurs qui sont concernés par un report de cours.

Art. 3.

Les prestations des formateurs visés à l'article 11 de l'arrêté financier dans le cadre de la préparation et de la mise en œuvre de formation et de suivi à distance sont assimilées aux prestations en centres de formation agréés donnant droit à la subvention.

Art. 4.

Les formateurs visés à l'article 11, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté financier :

a) qui participent au dispositif de préparation et de mise en œuvre de formation et de suivi à distance bénéficient de la rémunération concernée prévue à l'article 11, § 1^{er}, 2^o susvisé, selon l'horaire établi contractuellement;

b) qui ne participent pas au dispositif de préparation et de mise en œuvre de formation et de suivi à distance bénéficient, en cas de report du cours concerné, de la rémunération horaire concernée prévue à l'article 11, § 1^{er}, 2^o susvisé, lors de la réalisation des prestations en présentiel au centre agréé en cas de report du cours concerné.

La participation des formateurs au dispositif visé à l'alinéa 1^{er} est attestée auprès de l'Institut par la direction du centre de formation agréé dont ils relèvent.

Les articles 5 et 6 concernent les subventions par heure de cours et par apprenant allouées aux centres de formation.

Art. 5.

Par dérogation à l'article 16, § 1^{er}, de l'arrêté financier, les subventions forfaitaires restent allouées aux centres de formation agréés selon les modalités suivantes : chaque heure de formation de base agréée et planifiée à l'horaire en date du 14 mars 2020 ouvre le droit à la subvention forfaitaire dans le respect des règles d'octroi appliquées aux heures de formation agréées et organisées par les centres.

Art. 6.

Par dérogation à l'article 16, § 2, de l'arrêté financier, les subventions forfaitaires restent allouées aux centres de formation agréés selon les modalités suivantes : chaque apprenant ou stagiaire comptant au moins deux tiers de présence aux heures de cours agréées par l'Institut et dispensées dans les centres en présentiel entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 août 2020 est réputé régulier et ouvre le droit à la subvention forfaitaire.

L'arrêté prend effet du 14 mars au 31 août.

Art. 7.

Les articles 3 et 4 du présent arrêté produisent leurs effets du 6 avril 2020 au 31 août 2020.

Les articles 5 et 6 du présent arrêté produisent leurs effets du 14 mars 2020 au 31 août 2020.

Art. 8.

Sans préjudice de l'article 7, le présent arrêté produit ses effets au 14 mars 2020.

Avis du Conseil d'Etat n° 67.468/2 du 28 mai 2020

Section de législation

Le 25 mai 2020, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'portant des dispositions diverses relatives aux formateurs et au subventionnement des activités de formation des Centres de formation du Réseau IFAPME'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 28 mai 2020. La chambre était composée de Pierre Vandernoot, président de chambre, Patrick Ronvaux et Christine Horevoets, conseillers d'Etat, Christian Behrendt, assesseur, et Béatrice Drapier, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger Wimmer, premier auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 mai 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'Etat', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée comme suit :

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité, son risque de mortalité et le nombre de cas détectés;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge;

Considérant l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 qui vise notamment à restreindre les déplacements et à limiter les contacts sociaux;

Considérant l'impact de la crise sanitaire sur les centres agréés de formation de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises qui ont dû suspendre les cours en présentiel;

Considérant qu'aujourd'hui les activités de formation sont organisées et subventionnées uniquement sur base d'un apprentissage en présentiel;

Considérant qu'il incombe à l'Institut d'assurer la continuité du service par la mise en place d'un dispositif de formation et de suivi à distance dans les centres agréés de formation afin d'assurer la continuité de l'apprentissage;

Considérant que le dispositif de préparation et de mise en œuvre de formation et de suivi à distance dans les centres agréés de formation a débuté par une première phase pilote du 14 mars 2020 au 5 avril 2020 et que celle-ci a visé l'ensemble des formateurs et des cours;

Considérant que ce dispositif de préparation et de mise en œuvre de formation et de suivi à distance se prolonge par une deuxième phase à partir du 6 avril 2020 ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PREALABLE

Conformément à l'article 3, § 2, du décret du 17 mars 2020 'octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19', l'arrêté en projet sera communiqué au président du Parlement wallon avant sa publication au *Moniteur belge*.

EXAMEN DU PROJET

Préambule

1. L'arrêté en projet trouve son fondement juridique dans l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 17 juillet 2003 'portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises'.

Il convient dès lors d'adapter en ce sens l'alinéa 2 du préambule et d'omettre l'alinéa 1^{er}.

2. L'alinéa 8 doit être complété par les mots ", en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ».

Dispositif

1. À l'article 1^{er}, 1^o, il convient de remplacer les mots « visés par l'article 2, 10^o » par les mots « visés par l'article 2, 12^o ».

2. À la fin du dispositif, il convient d'insérer un nouvel article rédigé de la manière suivante :

« Le ministre qui a la formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté ».

Le Greffier,

Béatrice DRAPIER

Le Président

Pierre VANDERNOOT

19 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon portant des dispositions diverses relatives aux formateurs et au subventionnement des activités de formation des centres de formation du réseau IFAPME

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, notamment l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, modifié par le décret du 30 mai 2013;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant les interventions financières de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

Vu le rapport du 12 mai 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, donné le 10 avril 2020 à la suite d'une consultation électronique;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 mai 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mai 2020;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n^o 67.468/2 du 28 mai 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence, motivée comme suit:

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité, son risque de mortalité et le nombre de cas détectés;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge;

Considérant l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 qui vise, notamment, à restreindre les déplacements et à limiter les contacts sociaux;

Considérant l'impact de la crise sanitaire sur les centres agréés de formation de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises qui ont dû suspendre les cours en présentiel;

Considérant qu'aujourd'hui les activités de formation sont organisées et subventionnées uniquement sur base d'un apprentissage en présentiel;

Considérant qu'il incombe à l'Institut d'assurer la continuité du service par la mise en place d'un dispositif de formation et de suivi à distance dans les centres agréés de formation afin d'assurer la continuité de l'apprentissage;

Considérant que le dispositif de préparation et de mise en œuvre de formation et de suivi à distance dans les centres agréés de formation a débuté par une première phase pilote du 14 mars 2020 au 5 avril 2020 et que celle-ci a visé l'ensemble des formateurs et des cours;

Considérant que ce dispositif de préparation et de mise en œuvre de formation et de suivi à distance se prolonge par une deuxième phase à partir du 6 avril 2020;

Sur proposition du Ministre de l'IFAPME;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « centres de formation agréés » : les centres de formation visés par l'article 2, 12°, du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

2° « arrêté financier » : l'arrêté du 23 octobre 2008 fixant les interventions financières de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

3° « Institut » : Institut créé par le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises.

Art. 2. Par dérogation à l'article 11 de l'arrêté financier et pour la période allant du 14 mars 2020 au 5 avril 2020, les heures de cours non-prestées en présentiel par les formateurs pour cause de fermeture des centres de formation agréés donnent lieu aux subventions.

Art. 3. Les prestations des formateurs visés à l'article 11 de l'arrêté financier dans le cadre de la préparation et de la mise en œuvre de formation et de suivi à distance sont assimilées aux prestations en centres de formation agréés donnant droit à la subvention.

Art. 4. Les formateurs visés à l'article 11, § 1^{er}, 2°, de l'arrêté financier :

a) qui participent au dispositif de préparation et de mise en œuvre de formation et de suivi à distance bénéficient de la rémunération concernée prévue à l'article 11, § 1^{er}, 2°, susvisé, selon l'horaire établi contractuellement;

b) qui ne participent pas au dispositif de préparation et de mise en œuvre de formation et de suivi à distance bénéficient, en cas de report du cours concerné, de la rémunération horaire concernée prévue à l'article 11, § 1^{er}, 2° susvisé, lors de la réalisation des prestations en présentiel au centre agréé en cas de report du cours concerné.

La participation des formateurs au dispositif visé à l'alinéa 1^{er} est attestée auprès de l'Institut par la direction du centre de formation agréé dont ils relèvent.

Art. 5. Par dérogation à l'article 16, § 1^{er}, de l'arrêté financier, les subventions forfaitaires restent allouées aux centres de formation agréés selon les modalités suivantes : chaque heure de formation de base agréée et planifiée à l'horaire en date du 14 mars 2020 ouvre le droit à la subvention forfaitaire dans le respect des règles d'octroi appliquées aux heures de formation agréées et organisées par les centres.

Art. 6. Par dérogation à l'article 16, § 2, de l'arrêté financier, les subventions forfaitaires restent allouées aux centres de formation agréés selon les modalités suivantes : chaque apprenant ou stagiaire comptant au moins deux tiers de présence aux heures de cours agréées par l'Institut et dispensées dans les centres en présentiel entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 août 2020 est réputé régulier et ouvre le droit à la subvention forfaitaire.

Art. 7. Les articles 3 et 4 du présent arrêté produisent leurs effets du 6 avril 2020 au 31 août 2020.

Les articles 5 et 6 du présent arrêté produisent leurs effets du 14 mars 2020 au 31 août 2020.

Art. 8. Sans préjudice de l'article 7, le présent arrêté produit ses effets au 14 mars 2020.

Art. 9. Le Ministre qui a la formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 juin 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/202924]

19 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering houdende diverse bepalingen betreffende de vormingswerkers en de subsidiëring van de opleidingsactiviteiten van de opleidingscentra van het IFAPME-net

Verslag aan de Regering en bespreking van de artikelen

De gezondheidscrisis in verband met het coronavirus heeft de opleidingsactiviteiten van IFAPME sterk beïnvloed.

Sinds 14 maart zijn de opleidingscentra gesloten, waardoor het niet meer mogelijk is om face-tot-face cursussen te blijven organiseren in de verschillende opleidingsfilières: alternerende opleidingen (leren), opleidingen tot bedrijfsleider en coördinatie- en begeleidingsopleidingen.

Om de continuïteit van het leren van de leerlingen tijdens de lockdownperiode te verzekeren, heeft de minister IFAPME dringend verzocht een opleiding op afstand te organiseren en de leerlingen op te volgen.

Het IFAPME-net heeft zeer snel een voorziening voor de voorbereiding en uitvoering van afstandsopleiding en -opvolging ingevoerd.

Deze voorziening is in twee fasen ingevoerd, met een eerste pilootfase van 14 maart tot 5 april, die alle cursussen omvat. Vanaf 6 april is de voorziening, rekening houdend met een eerste beoordeling, aangepast om beter tegemoet te komen aan de pedagogische eisen van een leersituatie.

Overwegende dat de opleidingsactiviteiten uitsluitend worden georganiseerd en gesubsidieerd op basis van face-to-face-leren, moet de wetgeving tijdens de gezondheids crisis worden aangepast.

Het beheerscomité van het IFAPME heeft op 10 april een gunstig advies uitgebracht over het ontwerpbesluit van de Waalse Regering houdende diverse bepalingen betreffende de vormingswerkers en de subsidiëring van de opleidingsactiviteiten van de opleidingscentra van het IFAPME-net.

Het ontwerpbesluit van de Waalse regering staat een afwijking toe van het besluit van 23 oktober 2008 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het IFAPME.

Artikel 1 bevat verschillende definities voor het leesgemak.

Art. 1.

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "erkende opleidingscentra": de opleidingscentra bedoeld in artikel 2, 10°, van het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

2° "financieel besluit": het besluit van 23 oktober 2008 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

3° "Instituut": Instituut opgericht bij het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen).

Artikel 2 betreft de betaling van alle vormingswerkers tijdens de eerste fase van 14 maart tot 5 april.

Art. 2.

In afwijking van artikel 11 van het financieel besluit en voor de periode van 14 maart 2020 tot 5 april 2020 geeft het aantal uren dat de vormingswerkers niet face-tot-face geven als gevolg van de sluiting van erkende opleidingscentra aanleiding tot subsidies.

De artikelen 3 en 4 betreffen de betaling van de vormingswerkers vanaf 6 april. Het gaat om vaste vormingswerkers, hulpvormingswerkers die deelnemen aan de voorbereiding en uitvoering van de opleiding en de opvolging op afstand, alsook de vormingswerkers die te maken hebben met een cursusuitstel.

Art. 3.

De prestaties van de in artikel 11 van het financieel besluit bedoelde vormingswerkers in het kader van de voorbereiding en uitvoering van de opleiding en de opvolging op afstand worden gelijkgesteld met de prestaties in erkende opleidingscentra die recht geven op de subsidie.

Art. 4.

De vormingswerkers bedoeld in artikel 11, § 1, 2°, van het financieel besluit:

a) die deelnemen aan de voorziening voor de voorbereiding en de uitvoering van de opleiding en de opvolging op afstand, ontvangen de desbetreffende bezoldiging bedoeld in artikel 11, § 1, 2° hierboven, volgens het contractueel overeengekomen uurrooster;

b) die niet deelnemen aan de voorziening voor de voorbereiding en de uitvoering van de opleiding en de opvolging op afstand, in geval van uitstel van de betrokken cursus, genieten van het betrokken uurloon zoals bepaald in artikel 11, § 1, 2° hierboven, wanneer de prestaties face-tot-face worden uitgevoerd in het erkende centrum in geval van uitstel van de betrokken cursus.

De deelname van de vormingswerkers aan de in de eerste alinea bedoelde voorziening wordt aan het Instituut bevestigd door de directie van het erkende opleidingscentrum waartoe zij behoren.

De artikelen 5 en 6 hebben betrekking op de subsidies per lesuur en per leerling die aan de opleidingscentra worden toegekend.

Art. 5.

In afwijking van artikel 16, § 1, van het financieel besluit blijven de forfaitaire subsidies toegekend aan de erkende opleidingscentra onder de volgende voorwaarden: elk uur van de erkende basisopleiding die op 14 maart 2020 is gepland, geeft recht op de forfaitaire subsidie overeenkomstig de toekenningsregels die gelden voor de door de centra erkende en georganiseerde opleidingsuren.

Art. 6.

In afwijking van artikel 16, § 2 van het financieel besluit blijven de forfaitaire subsidies toegekend aan erkende opleidingscentra onder de volgende voorwaarden: elke leerling of stagiair die ten minste twee derde van de uren van de door het Instituut erkende cursussen bijwoont en die tussen 1 januari 2020 en 31 augustus 2020 face-tot-face in de centra worden gegeven, wordt geacht regelmatig te zijn en geeft recht op de forfaitaire subsidie.

Het besluit treedt in werking van 14 maart tot en met 31 augustus.

Art. 7.

De artikelen 3 en 4 van dit besluit hebben uitwerking van 6 april 2020 tot 31 augustus 2020.

De artikelen 5 en 6 van dit besluit hebben uitwerking van 14 maart 2020 tot 31 augustus 2020.

Art. 8.

Onverminderd artikel 7, heeft dit besluit uitwerking op 14 maart 2020.

Advies van de Raad van State nr. 67.468/2 van 28 juni 2020

Afdeling Wetgeving

Op 4 juni 2020 werd de Raad van State, afdeling wetgeving, door de Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra van het Waalse Gewest verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen advies uit te brengen over een ontwerpbesluit van de Waalse Regering 'houdende diverse bepalingen betreffende de vormingswerkers en de subsidiëring van de opleidingsactiviteiten van de opleidingscentra van het IFAPME-net'.

Het ontwerp werd door de tweede kamer onderzocht op 28 juni 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, voorzitter van de kamer, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, Staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor en Béatrice DRAPIER, griffier

Verslag werd uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

Het advies met onderstaande tekst werd uitgebracht op 28 mei 2020.

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, dienen in de adviesaanvraag in het bijzonder de motieven te worden opgegeven die het dringend karakter verantwoorden.

Het schrijven luidt als volgt:

"De dringende noodzakelijkheid wordt gemotiveerd als volgt:

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid, het sterfelijksrisico en het aantal vastgestelde gevallen;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken dat onder meer tot doel heeft het aantal verplaatsingen te verminderen en de sociale contacten te beperken;

Gelet op de impact van de gezondheidscrisis op de erkende opleidingscentra van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waalss instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), die hun face tot face opleidingen hebben moeten stopzetten;

Overwegende dat vandaag de dag opleidingsactiviteiten uitsluitend op basis van fysieke leerprocessen worden georganiseerd en gesubsidieerd;

Overwegende dat het de taak van het Instituut is om de continuïteit van de dienstverlening te waarborgen door in de erkende opleidingscentra een voorziening voor afstandsopleiding en -opvolging op te zetten om de continuïteit van het leerproces te waarborgen

Overwegende dat de voorziening voor de voorbereiding en uitvoering van de afstandsopleiding en -opvolging in erkende opleidingscentra is begonnen met een eerste pilootfase van 14 maart 2020 tot 5 april 2020 en dat deze fase gericht was op alle vormingswerkers en cursussen;

Overwegende dat deze voorziening voor de voorbereiding en uitvoering van de afstandsopleiding en -opvolging met een tweede fase vanaf 6 april 2020 zal worden verlengd;

Daar de adviesaanvraag is ingediend op grond van artikel 84, § 1, lid 1, 3^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling wetgeving haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, tot de bevoegdheid van de steller van de akte en tot het voltooien van de voorafgaandelijke vormvereisten, overeenkomstig artikel 84, § 3, van voornoemde gecoördineerde wetten.

Op deze drie punten geeft het ontwerp aanleiding tot volgende bemerkingsen.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

Overeenkomstig artikel 3, § 2, van het decreet van 17 maart 2020 'tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19', zal het ontwerpbesluit aan de voorzitter van het Waalse parlement worden meegedeeld vóór de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Aanhef

1. De rechtsgrond voor het ontwerpbesluit is te vinden in artikel 21, § 1, lid 2, van het decreet van 17 juli 2003 'houdende oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waalss instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen)'.

Het tweede lid van de aanhef moet daarom dienovereenkomstig worden aangepast en het eerste lid moet worden weggelaten.

2. Lid 8 moet worden aangevuld met de woorden "overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973".

DISPOSITIEF

1. In artikel 1, 1^o, moeten de woorden "bedoeld in artikel 2, 10^o" worden vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 2, 12^o".

2. Aan het einde van het dispositief moet een nieuw artikel worden ingevoegd, dat als volgt luidt:

De Minister bevoegd voor de "formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises" (alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) is belast met de uitvoering van dit besluit.

De Griffier,
Béatrice DRAPIER

De Voorzitter
Pierre VANDERNOOT

19 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering houdende diverse bepalingen betreffende de vormingswerkers en de subsidiëring van de opleidingsactiviteiten van de opleidingscentra van het IFAPME-net

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises" (Waalss instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), inzonderheid op artikel 21, § 1, tweede lid, gewijzigd bij het decreet van 30 mei 2013;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 23 oktober 2008 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen)

Gelet op het verslag van 12 mei 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), gegeven op 10 april 2020 als gevolg van een elektronische raadplegingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 mei 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 mei 2020;

Gelet op het advies nr. 67.468/2 van 28 mei 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd als volgt:

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid, het sterfelijkheidsrisico en het aantal vastgestelde gevallen;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken dat onder meer tot doel heeft het aantal verplaatsingen te verminderen en de sociale contacten te beperken;

Gezien de impact van de gezondheidscrisis op de erkende opleidingscentra van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), die hun fysieke opleidingen hebben moeten stopzetten;

Overwegende dat vandaag de dag opleidingsactiviteiten uitsluitend op basis van fysieke leerprocessen worden georganiseerd en gesubsidieerd;

Overwegende dat het de taak van het Instituut is om de continuïteit van de dienstverlening te waarborgen door in de erkende opleidingscentra een voorziening voor afstandsopleiding en -opvolging op te zetten om de continuïteit van het leerproces te waarborgen

Overwegende dat de voorziening voor de voorbereiding en uitvoering van afstandsopleiding en -opvolging in erkende opleidingscentra is begonnen met een eerste pilootfase van 14 maart 2020 tot 5 april 2020 en dat deze fase gericht was op alle vormingswerkers en cursussen;

Overwegende dat deze voorziening voor de voorbereiding en uitvoering van de afstandsopleiding en -opvolging met een tweede fase vanaf 6 april 2020 zal worden verlengd;

Op de voordracht van de Minister van het IFAPME;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "erkende opleidingscentra": de opleidingscentra bedoeld in artikel 2, 12°, van het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

2° "financieel besluit": het besluit van 23 oktober 2008 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

3° "Instituut": Instituut opgericht bij het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen).

Art. 2. In afwijking van artikel 11 van het financieel besluit en voor de periode van 14 maart 2020 tot 5 april 2020 geeft het aantal uren dat de vormingswerkers niet face-tot-face geven als gevolg van de sluiting van erkende opleidingscentra aanleiding tot subsidies.

Art. 3. De prestaties van de in artikel 11 van het financieel besluit bedoelde vormingswerkers in het kader van de voorbereiding en uitvoering van de opleiding en de opvolging op afstand worden gelijkgesteld met de prestaties in erkende opleidingscentra die recht geven op de subsidie.

Art. 4. De vormingswerkers bedoeld in artikel 11, § 1, 2°, van het financieel besluit:

a) die deelnemen aan de voorziening voor de voorbereiding en de uitvoering van de opleiding en de opvolging op afstand, ontvangen de desbetreffende bezoldiging bedoeld in artikel 11, § 1, 2° hierboven, volgens het contractueel overeengekomen uurrooster;

b) die niet deelnemen aan de voorziening voor de voorbereiding en de uitvoering van de opleiding en de opvolging op afstand, in geval van uitstel van de betrokken cursus, genieten van het betrokken uurloon zoals bepaald in artikel 11, § 1, 2° hierboven, wanneer de prestaties face-tot-face worden uitgevoerd in het erkende centrum in geval van uitstel van de betrokken cursus.

De deelname van de vormingswerkers aan de in de eerste alinea bedoelde voorziening wordt aan het Instituut bevestigd door de directie van het erkende opleidingscentrum waartoe zij behoren.

Art. 5. In afwijking van artikel 16, § 1, van het financieel besluit blijven de forfaitaire subsidies toegekend aan de erkende opleidingscentra onder de volgende voorwaarden: elk uur van de erkende basisopleiding die op 14 maart 2020 is gepland, geeft recht op de forfaitaire subsidie overeenkomstig de toekenningsregels die gelden voor de door de centra erkende en georganiseerde opleidingsuren.

Art. 6. In afwijking van artikel 16, § 2 van het financieel besluit blijven de forfaitaire subsidies toegekend aan erkende opleidingscentra onder de volgende voorwaarden: elke leerling of stagiair die ten minste twee derde van de uren van de door het Instituut erkende cursussen bijwoont en die tussen 1 januari 2020 en 31 augustus 2020 face-tot-face in de centra worden gegeven, wordt geacht regelmatig te zijn en geeft recht op de forfaitaire subsidie.

Art. 7. De artikelen 3 en 4 van dit besluit hebben uitwerking van 6 april 2020 tot 31 augustus 2020.

De artikelen 5 en 6 van dit besluit hebben uitwerking van 14 maart 2020 tot 31 augustus 2020.

Art. 8. Onverminderd artikel 7, heeft dit besluit uitwerking op 14 maart 2020.

Art. 9. De Minister bevoegd voor de "formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises" (alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juni 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/202926]

11 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 45 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable organisée pour certains projets visés dans le Livre I^{er} du Code de l'Environnement. — Erratum

Dans l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* le 19 juin 2020, à la page 45574, aux articles 10, alinéa 1^{er} et 11, alinéa 1^{er}, les mots « 30 septembre 2020 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2020 ».

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/202926]

11 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 45 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de voorafgaandelijke informatievergadering georganiseerd voor bepaalde projecten bedoeld in Boek I van het Milieuwetboek. — Erratum

In bovenvermeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 juni 2020, bladzijde 45574, worden, in de artikelen 10, lid 1, en 11, lid 1, de woorden "30 september 2020" vervangen door de woorden "31 december 2020".

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/42058]

18 JUNI 2020. — Bijzonder machtsbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/031 tot tijdelijke wijziging van het besluit van 23 maart 1994 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het beheer van afvalstoffen afkomstig van activiteiten in de gezondheidszorg in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 39 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de ordonnantie van 19 maart 2020 om bijzondere machten toe te kennen aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van Leefmilieu Brussel, artikel 3, § 2;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 maart 1994 betreffende het beheer van afvalstoffen afkomstig van activiteiten in de gezondheidszorg (hierna "het besluit AGZ");

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/42058]

18 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux nr. 2020/031 modifiant temporairement l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 1994 relatif à la gestion des déchets résultant d'activités de soins de santé dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 39 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et notamment son article 6 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;

Vu l'ordonnance du 19 mars 2020 visant à octroyer des pouvoirs spéciaux au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant Bruxelles Environnement, l'article 3, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 1994 relatif à la gestion des déchets résultant d'activités de soins de santé (ci-après « l'arrêté DSS »);

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement ;